



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/18961/Add.1
17 juillet 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS/RUSSE

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL SUR L'APPLICATION DE LA RESOLUTION 591 (1986) DU CONSEIL DE SECURITE

Additif

Les passages essentiels des réponses reçues par le Secrétaire général depuis la publication de son rapport en date du 30 juin 1987 sur l'application de la résolution 591 (1986) (S/18961) du Conseil de sécurité sont reproduits ci-dessous.

Annexe II

Passages essentiels des réponses reçues des Etats

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
Espagne	2
Liechtenstein	2
Norvège	2
Pologne	3
République socialiste soviétique d'Ukraine	3
Suède	4

ESPAGNE

[Original : espagnol]
[10 juillet 1987]

En application des dispositions de la résolution 591 (1986) du Conseil de sécurité, l'Espagne a mis totalement fin à toute forme de coopération militaire avec le Gouvernement sud-africain.

En ce qui concerne l'embargo sur le matériel militaire, je vous signale qu'en Espagne le contrôle des exportations et importations de matériel militaire est assuré par le Conseil interministériel chargé de réglementer le commerce des armes et des explosifs (Junta Interministerial Reguladora del Comercio de Armas y Explosivos). Cet organisme possède des instructions très précises du Gouvernement espagnol, aux termes desquelles il ne doit autoriser aucune transaction de ce type avec l'Afrique du Sud. Ces instructions s'étendent, naturellement, aux armes utilisées à des fins sportives et cynégétiques.

LIECHTENSTEIN

[Original : français]
[24 juin 1987]

Selon le traité douanier entre la principauté de Liechtenstein et la Confédération suisse, l'exportation et l'importation des armes, des munitions de tous types, des véhicules militaires et d'autres matériels militaires ont besoin d'un permis des autorités compétentes. En ce qui concerne l'Afrique du Sud, l'exportation et l'importation de tous les matériels militaires sont interdites.

NORVÈGE

[Original : anglais]
[9 juillet 1987]

Dès 1961, avant que l'Organisation des Nations Unies n'adopte son embargo sur les armes, la Norvège avait décidé de ne pas autoriser l'exportation d'armes, de munitions et d'autre matériel militaire à l'Afrique du Sud.

Immédiatement après l'adoption de l'embargo sur les armes par le Conseil de sécurité en 1977, le Gouvernement norvégien a pris des mesures pour assurer la pleine application de la décision du Conseil de sécurité. En vertu de la loi No 4 du 7 juin 1968 concernant l'application des décisions obligatoires du Conseil de sécurité, un décret royal, publié le 16 décembre 1977, a donné force juridique en Norvège, avec effet immédiat, aux dispositions obligatoires de la résolution 418 (1977) du Conseil de sécurité.

La Norvège n'importe ni armes, ni munitions de quelque type que que soit d'Afrique du Sud. Le 28 mai 1986, la résolution 558 (1984) du Conseil de sécurité concernant les mesures visant à empêcher l'importation d'armes, de munitions de tous types et de véhicules militaires fabriqués en Afrique du Sud a été incorporée dans le droit national norvégien. Conformément à la loi provisoire No 29 du

13 décembre 1946 concernant l'interdiction d'importations, toutes les importations de ce type en Norvège sont désormais interdites.

Quant aux autres biens d'intérêt stratégique, le Parlement norvégien a adopté le 13 juin 1986 une loi interdisant l'exportation à l'Afrique du Sud de produits pétroliers d'origine norvégienne. Cette loi est entrée en vigueur le 20 juin 1986.

Depuis 1986, les exportations et les importations à destination et en provenance de l'Afrique du Sud et de la Namibie sont soumises à la délivrance de licences.

La délivrance de licences d'importation et d'exportation a été instituée pour contrôler et réduire les échanges commerciaux. Depuis le 15 juillet 1986, il n'a été accordé de licences d'importation et d'exportation pour l'Afrique du Sud et la Namibie que dans les cas de relations commerciales établies.

L'institution de licences d'importation et d'exportation s'est traduite par une réduction considérable des échanges commerciaux entre la Norvège et l'Afrique du Sud. Les échanges commerciaux de la Norvège avec l'Afrique du Sud ont baissé de 79 % entre janvier-avril 1986 et janvier-avril 1987 et leur valeur totale est tombée à 48,8 millions de couronnes norvégiennes.

Le 20 mars 1987, le Parlement norvégien a adopté une loi sur le boycottage économique de l'Afrique du Sud et de la Namibie aux fins de combattre l'apartheid. La loi entrera en vigueur le 20 juillet 1987.

POLOGNE

[Original : anglais]
[30 juin 1987]

Le Gouvernement polonais applique strictement l'embargo sur les armes à l'encontre de l'Afrique du Sud. La Pologne n'a pas de relations commerciales avec l'Afrique du Sud. En particulier, elle n'exporte pas de pétrole ni de produits pétroliers vers ce pays et n'autorise pas les navires polonais à y transporter de tels produits.

REPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIETIQUE D'UKRAINE

[Original : russe]
[10 juillet 1987]

Fidèle à sa position de principe en faveur de l'élimination rapide, totale et définitive du colonialisme et du racisme, la République socialiste soviétique d'Ukraine condamne catégoriquement le système criminel d'apartheid et n'entretient pas de relations avec le régime raciste sud-africain, que ce soit dans les domaines politique, économique, militaire ou autres.

La RSS d'Ukraine soutient et applique rigoureusement toutes les décisions et recommandations de l'ONU, y compris celles du Conseil de sécurité, condamnant l'apartheid et visant à l'éliminer et à boycotter et isoler le régime sud-africain. En particulier, la RSS d'Ukraine s'est félicitée de l'adoption de la résolution 413 (1977) du Conseil de sécurité, concernant l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud.

Etant en 1984 membre non permanent du Conseil de sécurité, la RSS d'Ukraine a voté pour la résolution 558 (1984), qui complète les résolutions antérieures du Conseil de sécurité sur la question.

La RSS d'Ukraine a aussi accueilli favorablement l'adoption de la résolution 591 (1986) du Conseil de sécurité, contenant des mesures complémentaires visant à isoler davantage l'Afrique du Sud dans le domaine militaire. La RSS d'Ukraine respecte scrupuleusement toutes les dispositions de cette résolution.

Par ailleurs, le fait que le régime raciste de Pretoria continue de ne tenir aucun compte des décisions de l'ONU, d'occuper illégalement la Namibie, de lancer des actes d'agression contre des Etats africains indépendants et de pratiquer le terrorisme d'Etat et la répression à l'intérieur du pays, tout en poursuivant le développement de sa puissance militaire et en cherchant à se doter de l'arme nucléaire, constitue une menace directe pour la paix et la sécurité internationales et la RSS d'Ukraine juge indispensable que le Conseil de sécurité impose sans délai des sanctions globales et obligatoires contre le régime d'apartheid, en application du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Plus on tarde à adopter cette mesure efficace contre l'Afrique du Sud, plus on réduit les chances de règlement pacifique et non violent de la situation en Afrique australe.

Les informations que ne cessent de diffuser les médias et diverses organisations non gouvernementales, selon lesquelles l'Afrique du Sud continue à recevoir divers types d'armements et de matériels militaires ainsi qu'une assistance dans le domaine nucléaire, sont extrêmement préoccupantes.

La RSS d'Ukraine condamne résolument toute coopération avec le régime raciste et en particulier l'"engagement constructif" des Etats-Unis avec l'Afrique du Sud, dont l'effet est de neutraliser les efforts déployés par la communauté internationale pour éliminer au plus vite le système criminel d'apartheid.

SUEDE

(Original : anglais)

[10 juillet 1987]

Les exportations de munitions et de matériel connexe de la Suède à l'Afrique du Sud ont été interdites à la suite de la décision prise par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies en novembre 1977. Le champ d'application de la loi a été étendu en avril 1985 au matériel de traitement des données et au logiciel correspondant, aux véhicules tous terrains et au carburant destiné aux autorités militaires et à la police sud-africaine.

Les importations de matériel militaire en provenance d'Afrique du Sud ont été interdites en novembre 1985.

Des peines plus sévères ont été instituées en janvier 1986 pour les personnes coupables d'infractions à la législation suédoise sur l'embargo décrété par l'Organisation des Nations Unies sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud. Il n'y a aucune coopération entre la Suède et l'Afrique du Sud dans les domaines militaire ou nucléaire.

